

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 13/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

MAMP

Le Pharo
58, boulevard Charles-Livon
13007 Marseille

D/SPR/GP/N°1106/2023

Références : D- 1280- MART 2023

Code AIOT : 0006404706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2023 dans l'établissement MAMP implanté CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues. L'inspection a été annoncée le 24/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAMP
- CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006404706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Aix Marseille Provence exploite une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit Vallon du Fou, conformément à l'arrêté préfectoral du 9 février 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie – débroussaillage
- Surveillance des rejets aqueux
- Déclarations GEREP / GIDAF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	SUIVI DES REJETS AQUEUX (LIXIVIATS)	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11. III	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	SUIVI DES REJETS AQUEUX (LIXIVIATS)	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.3.8.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	TRANSMISSION DES DONNEES DE SURVEILLANCE DES EMISSIONS	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DE TRANSFERTS DE POLLUANTS...	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 > I.	/	Sans objet
5	RISQUE INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions relatives au débroussaillage et au décapage sont respectées.

Des dépassements récurrents des valeurs limites fixées pour certains paramètres avant le rejet des lixiviats vers la station d'épuration urbaine de Martigues sont constatés.

Les VLE de macro-polluants (DCO, DBO5, COT, N global) définies à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sont dépassées. Il est à noter qu'en ce qui concerne les macropolluants, des VLE

modifiées peuvent être sollicitées par l'exploitant et fixées par un arrêté préfectoral, sur la base des performances attendues de l'unité de prétraitement, et en fonction des modalités prévues à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.

La VLE relative aux AOX définie à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 pour un rejet dans le milieu naturel est également dépassée, alors que ces polluants ne pourront être convenablement traités par la STEP recevant les lixiviats.

Cela constitue des non-conformités à l'arrêté ministériel, il est donc proposé une mise en demeure afin que l'exploitant réalise un état des lieux précis de son autosurveillance relative aux lixiviats, consolide les performances attendues de son unité de prétraitement en cours de mise en oeuvre pour les micro et macro polluants (en situant si nécessaire les performances pour les macro polluants vis à vis des VLE définies à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998), puis mette en oeuvre les dispositions techniques permettant de respecter les VLE applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DE TRANSFERTS DE POLLUANTS...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Périmètre des établissements soumis à déclaration GERE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : <ul style="list-style-type: none">- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article;- la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;- les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation telles que la décontamination du sol ou d'une nappe phréatique polluée. Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : La déclaration 2022 a été faite conformément aux règles de remplissage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : TRANSMISSION DES DONNEES DE SURVEILLANCE DES EMISSIONS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de transmission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats de la surveillance des émissions sont disponibles sur site mais ne sont pas transmis par voie électronique (GIDAF).
Observations : L'exploitant crée au plus vite son compte GIDAF, les cadres de déclaration seront créés par l'inspection puis l'exploitant rentrera les données relatives à l'année 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : SUIVI DES REJETS AQUEUX (LIXIVIATS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11. III
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements de traitement des lixiviats sont conçus pour satisfaire les critères minimaux définis à l'annexe I
Constats : - le bilan environnemental 2022 transmis le jour de l'inspection fait apparaître des dépassements récurrents sur les paramètres suivants, mesurés au niveau des lixiviats bruts transférés sur la STEP de Martigues: COT 1 700 mg/l au T1, 500 mg/l au T2, 793 mg/l au T3 pour une valeur limite de 70 mg/l DCO 2960 mg/l au T1, 1610 mg/l au T2, 3460 mg/l au T3, 2580 mg/l au T4 pour une valeur limite de 125 mg/l Azote global 1810 mg/l au T1, 762 mg/l au T2, 224 mg/l au T3, 1290 mg/l au T4 pour une valeur limite de 50 mg/l - le contrôle inopiné réalisé le 12/10/2022 fait également apparaître des dépassements sur les mêmes paramètres: Azote global 1500 mg/l COT 850 mg/l DCO 3250 mg/l - l'autosurveillance de début 2023 de l'exploitant fait état de dépassements sur les paramètres suivants: COT 260 mg/l DCO 2920 mg/l DBO5 450 mg/l (valeur limite 30 mg/l) Azote global 1440 mg/l L'inspection a rappelé qu'en ce qui concerne les macropolluants, des VLE modifiées peuvent être fixées par un arrêté préfectoral, sur la base des performances attendues de l'unité de prétraitement, et en fonction des modalités prévues à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Il est à noter que l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre la convention de raccordement établie avec l'exploitant de la station d'épuration de eaux accueillant les lixiviats (régie des eaux du Pays de Martigues), cette convention ayant pour objet de détailler les performances de la STEP sur les macro polluants et donc les charges admissibles. Lors de la la visite de terrain, l'exploitant a présenté un dispositif de pré traitement des lixiviats en place, reposant sur l'élaboration d'une solution de charbon actif et l'introduction de ce réactif dans un bassin tampon de lixiviat brut pour adsorption puis évacuation des charbons actifs saturés. L'équipement est cependant actuellement dysfonctionnel (défaut de mise ne pression du circuit eau). Etant donné les non conformités constatées, il est proposé une mise en demeure demandant qu'au vu de son autosurveillance et de l'efficacité des traitements de la STEP urbaine , l'exploitant conclue sur la situation des rejets prévus en macro polluants vis-à vis des VLE applicables (article 34 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : SUIVI DES REJETS AQUEUX (LIXIVIATS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.3.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les lixiviats respectent avant traitement les valeurs suivantes afin de ne pas perturber le bon fonctionnement biologique de la station :</p> <p>Métaux totaux (*) 15 mg/l Cr6+ 0.1 mg/l Cd 0.2 mg/l Pb 0.5 mg/l (cette valeur doit respecter la VLE mentionnée à l'annexe I de l'AM 15/02/16 0,05 mg/l) Hg 0.05 mg/l As 0.1 mg/l Fluor et ses composés (en F) 15 mg/l CN libres 0.1 mg/l Hydrocarbures totaux 10 mg/l AOX 1 mg/l (*) les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr (totaux), Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bilan environnemental 2022 transmis le jour de l'inspection fait apparaître des dépassements récurrents sur le paramètre AOX 5 mg/l au T1 2022, 1.4 mg/l au T2 2022, 2.4 mg/l au T3 2022, 2.8 mg/l au T4 2022 - le contrôle inopiné réalisé le 12/10/2022 fait également apparaître un dépassement pour le paramètre AOX (1.9 mg/l) - l'autosurveillance de début 2023 de l'exploitant fait état d'un dépassement pour le paramètre AOX (3 mg/l) pour une valeur limite fixée à 1 mg/l <p>Du fait que l'installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que les macropolluants (MES; DBO5 ; DCO ; Azote global et Phosphore total), donc en l'occurrence le paramètre AOX, restent les mêmes que celles définies à l'annexe 1 de l'AM du 15 février 2016 <u>pour un rejet dans le milieu naturel</u>. Etant donné les non conformités constatées relativement à la VLE en AOX définie à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, et du fait que ces polluants ne pourront être convenablement traités par la STEP recevant les lixiviats, il est proposé une mise en demeure demandant les actions suivantes :</p> <p>1/ Au vu de son autosurveillance et d'une démonstration de l'efficacité du prétraitement mis en place (mais dysfonctionnel le jour de la visite), l'exploitant devra conclure sur la situation des rejets prévus en AOX vis-à-vis des VLE applicables (annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016). A ce titre, l'exploitant transmettra le cas échéant les résultats d'un essai en continu réalisé sur la station de prétraitement.</p> <p>2/ L'exploitant devra aussi transmettre une première évaluation technique d'un traitement externe des lixiviats.</p> <p>3/ En fonction des conclusions des études sus-mentionnées, l'exploitant devra organiser un traitement externe de ses lixiviats ou mettre en oeuvre un traitement permettant de satisfaire aux VLE applicables. Un dossier de porter à connaissance sera transmis le cas échéant relativement à la mise en oeuvre pérenne d'un prétraitement des lixiviats.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : RISQUE INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage et décapage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Stockage des déchets : Une bande de 50 mètres de largeur est maintenue en permanence débroussaillée tout autour du casier. En cas de terrain non horizontal, cette distance est portée à 75 mètres. Une bande de 50 mètres de largeur est maintenue en permanence décapée tout autour de l'alvéole en cours d'exploitation. Une bande de 50 mètres de largeur à compter des bandes décapées définies ci-dessus est maintenue débroussaillée. Une bande de 50 mètres de largeur à compter de la clôture du site, est maintenue débroussaillée à l'extérieur du site. L'ensemble de ces travaux est réalisé progressivement, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.
Constats : Les constats le jour de la visite concernant le débroussaillage et le décapage sont conformes aux exigences réglementaires pour l'activité stockage des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet